

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 19 (1878), p. 247-250

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1878__19_247_0

© Société de statistique de Paris, 1878, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

VARIÉTÉS.

1. — *Le chiffre des entrées à l'Exposition de 1867.*

Il nous a paru intéressant de rechercher quel avait été, jour par jour, le nombre des entrées aux tourniquets de l'Exposition universelle de 1867, pour les mois de mai à octobre inclusivement, qui correspondent à la durée, arrêtée jusqu'ici, de l'Exposition actuelle. Il sera curieux de comparer ces résultats rétrospectifs à ceux que nous fournira cette dernière Exposition :

Moyenne des entrées journalières à l'Exposition de 1867 (constatées aux tourniquets).

MOIS.	DIMANCHE.	LUNDI.	MARDI.	MERCREDI.	JEUDI.	VENDREDI.	SAMEDI.	MOYENNE du mois.
Mal.	61,988	39,277	37,116	37,607	40,701	34,193	32,037	39,490
Juin	56,385	65,344	44,108	39,678	37,868	39,730	33,870	45,205
Juillet	60,657	44,057	39,669	38,225	38,742	33,458	30,771	40,786
Août	51,518	47,162	39,510	40,498	37,712	39,477	35,562	41,161
Septembre	61,665	49,611	42,120	37,921	41,108	38,007	31,255	44,273
26 jours d'octobre.	67,396	38,164	37,288	33,540	39,592	31,149	32,328	39,010
	<u>359,559</u>	<u>283,648</u>	<u>239,811</u>	<u>227,472</u>	<u>235,223</u>	<u>217,014</u>	<u>198,823</u>	<u>249,985</u>
Moyenne générale par jour . . .	59,926	47,775	39,968	37,912	39,201	36,169	33,137	41,661

On voit qu'en considérant la période entière, il a passé journellement par les tourniquets une moyenne de 41,664 personnes. — Au mois de mai, le nombre des entrées avait été par jour de 39,490; cette moyenne se relève au mois de juin, c'est-à-dire au moment où l'on pouvait regarder les travaux comme terminés, à 45,265. Elle s'abaisse à 40,786, en juillet, pour se relever à 41,161 en août, ce qui indique pendant ces deux mois un mouvement presque stationnaire. — Le mois de septembre, qui est celui des vacances, porte subitement le nombre des entrées à 44,273, chiffre à peine inférieur à celui du mois de juin; enfin on retrouve en octobre le chiffre des entrées du mois de l'inauguration.

Si l'on considère les jours de la semaine, on trouve, comme l'on devait s'y attendre, que c'est le dimanche qui offre la plus grande affluence de visiteurs. Grâce à quelques jours fériés qui sont tombés le lundi, ce jour offre encore un chiffre assez élevé. Le nombre des entrées diminue alors progressivement jusqu'à la fin de la semaine. Il faut toutefois excepter le jeudi, qui est un jour de sortie pour la plupart des écoles, où ce nombre se relève dans une mesure assez marquée.

Au moment de la fermeture, les cinq derniers jours d'octobre et les deux premiers jours du mois de novembre ont donné lieu à un nombre d'entrées tout à fait exceptionnel, par suite de la réduction du prix d'entrée de 1 fr. à 50 cent. — C'est, pour une semaine, une moyenne journalière de 123,341 entrées, nombre

qui, on le voit par le tableau qui précède, est à peu de chose près le triple de la moyenne des jours à 1 fr. — Si l'expérience d'une semaine pouvait être considérée comme suffisante, on serait amené à déduire de ce fait qu'en diminuant le prix des entrées, le budget des recettes de l'Exposition ne pourrait qu'y gagner, puisque la recette moyenne par jour, au lieu d'être de 41,664 fr., s'élèverait, toute proportion gardée, à 61,670 fr.

T. L.

2. — *La publicité commerciale.*

Dans un article publié dans l'*Économiste français*, sous la signature de M. de Foville, sur les causes générales des variations des prix au dix-neuvième siècle, nous trouvons des renseignements intéressants sur la publicité commerciale :

Dans le principe, c'est l'annonce elle-même qui a enfanté le journal. Le père du journalisme, en France, paraît avoir été Théophraste Renaudot, l'un des médecins du roi Louis XIII, qui, en 1612, s'était fait autoriser à créer ce qu'il appelait des *bureaux d'adresses et de rencontre* ; « auxquels bureaux, disait le brevet, il pourra mettre des commis dont il demeurera civilement responsable, qui tiendront livres et registres dans lesquels il sera permis à un chacun de faire inscrire et enregistrer tout ce dont il pourra donner d'adresses et semblablement d'y venir apprendre et recevoir lesdites adresses par extraits desdits registres, sans qu'il soit payé plus de trois sous pour chacun enregistrement ou retrait, et gratuitement pour les pauvres ».

Plus tard, Renaudot, pour élargir le cercle d'affaires de ce bureau de placement et de renseignements, eut l'idée de reproduire le contenu de ses registres sur une feuille imprimée, qu'il appela la *Feuille du bureau d'adresses*. A vrai dire, cette publication, dont le premier numéro porte la date du 1^{er} septembre 1633, ne survécut pas à son auteur. Une autre feuille d'annonces, née en 1716, sous ce titre : *Affiches de Paris, des provinces et des pays étrangers*, ne parut que neuf fois. Les *Affiches de Paris et Avis divers*, de Boudet, qui se publiaient deux fois par semaine et coûtaient 24 livres par an, prospérèrent de 1745 à 1751 ; mais elles furent, à cette époque, supplantées par les *Petites Affiches*, de Bas de Courmont, qui d'abord hebdomadaires, puis bihebdomadaires, devinrent quotidiennes il y a juste cent ans. Le prix en avait alors été porté de 24 à 30 livres pour Paris, et de 30 à 37 livres 10 sous pour la province.

Le premier journal politique qui ait eu, en France, l'idée de réserver aux annonces une partie de ses colonnes est le *Journal de Paris*, dont la création date des derniers jours de 1776. « On donnera, disait un avis au lecteur, l'annonce des livres le jour même où ils auront paru, celle des cartes géographiques, des estampes, de la musique, avec le prix, l'adresse du libraire, l'interprétation du titre. » Il n'était encore question là que des annonces de librairie ; elles ne coûtaient d'ailleurs au libraire que l'envoi au journal, en double exemplaire, des publications nouvelles. C'est dans le *Moniteur universel* du 24 novembre 1789 que nous voyons le prix des annonces mentionné pour la première fois : « Toute annonce signée d'une personne connue, y est-il dit, sera insérée moyennant 3 livres pour dix lignes d'impression et au-dessous, 6 livres depuis onze jusqu'à vingt lignes, 12 livres depuis vingt et une jusqu'à quarante lignes, et 24 livres depuis quarante et une jusqu'à cinquante lignes. » Le prix de la ligne variait ainsi, au *Moniteur*, de 6 à 10 sous. Bientôt

après, la *Gazette*, la vieille *Gazette* que Renaudot avait fondée dès 1631, avant même sa *Feuille d'adresses*, publiait un tarif d'annonces analogue à celui du *Moniteur* : « Les articles qui n'auront que six lignes coûteront 30 sous, et 7 sous par ligne s'ils ont plus d'étendue. » Ce sont là des prix qui, rapprochés des tarifs actuels des grands journaux parisiens, paraissent à première vue bien modérés.

Mais prenez garde : pour que la comparaison ne soit pas tout à fait illusoire, il faut tenir compte ici des tirages respectifs des différents journaux. L'effet utile d'une réclame se mesure au nombre des lecteurs sous les yeux desquels elle passe, et il est évidemment plus avantageux pour un commerçant de payer 6 francs la ligne une insertion qui sera tirée à 500,000 exemplaires, que de la payer 30 centimes si elle doit avoir une publicité cent fois moindre. Or, depuis le commencement, et surtout depuis le milieu du siècle, le tirage moyen des feuilles politiques et autres a progressé plus rapidement encore que le nombre même de ces feuilles, quoiqu'elles aient pullulé d'une manière extraordinaire. Aux termes d'un rapport demandé à Rœderer par le premier Consul le 6 mai 1803, voici ce que les principaux journaux du temps comptaient d'abonnés en province :

<i>Les Débats</i>	8,160
<i>La Gazette de France</i>	5,250
<i>Le Publiciste</i>	2,850
<i>Le Moniteur</i>	2,450
<i>Le Journal du Commerce</i>	1,580
<i>Le Citoyen français</i>	1,300
<i>Le Journal de Paris</i>	600

En 1824, un rapport confidentiel trouvé dans les archives du ministère de la justice attribue les nombres d'abonnés ci-après aux journaux les plus répandus :

<i>Le Constitutionnel</i>	16,250
<i>Les Débats</i>	13,000
<i>La Quotidienne</i>	5,800
<i>Le Journal de Paris</i>	4,175
<i>Le Courrier français</i>	2,975
<i>Le Journal du Commerce</i>	2,836
<i>L'Étoile</i>	2,749

Les chiffres relevés neuf et dix ans plus tard par l'administration du timbre ne sont pas supérieurs aux précédents :

	En 1863.	En 1834.
<i>Le Constitutionnel</i>	13,752	10,902
<i>Les Débats</i>	10,888	10,250
<i>La Gazette de France</i>	8,002	6,527
<i>Le Courrier français</i>	6,593	6,249
<i>Le Temps</i>	5,763	5,717
<i>La Quotidienne</i>	4,938	4,335
<i>Le National</i>	4,360	4,412
<i>Le Journal des Maires</i>	3,695	3,065
<i>Le Nouveau Journal de Paris</i>	2,662	2,396
<i>Le Moniteur</i>	2,593	2,500
<i>La Gazette des Tribunaux</i>	2,404	2,534
<i>L'Écho français</i>	1,866	1,776

Ainsi, sous Louis-Philippe comme sous la Restauration, deux journaux seulement tiraient à plus de 10,000. Trois tiraient de 5 à 10,000 et six de 2 à 5,000. Or, que coûtaient les annonces de ces feuilles privilégiées ? Nous avons justement entre les mains, pour répondre à cette question, un ancien prix courant de la maison Fauchey et Huss, qui servait alors d'intermédiaire, pour la publicité commerciale, à tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger. Le *Constitutionnel*, les *Débats* et la *Gazette de France* faisaient payer la ligne (division de six ou sept colonnes) de 50 centimes à 1 fr., suivant le plus ou moins d'étendue ou de fréquence des insertions. Cela revenait à peu près en moyenne à 5 centimes la ligne par 1,000 exemplaires du journal. Dans le *Courrier français*, le *Temps*, la *Quotidienne*, le prix minimum de la ligne (six colonnes) était de 40 centimes, et le prix maximum de 75 centimes, ce qui, en raison des tirages, était déjà plus cher, quoique semblant meilleur marché. Nous parlons ici des annonces proprement dites, celles qui sont reléguées à la fin du journal. Les réclames déguisées sous forme de : « faits Paris, chroniques, lettres, etc. » se payaient 2 fr. ou 2 fr. 50 la ligne dans les journaux les plus lus, soit environ 20 à 25 centimes par 1,000 exemplaires. Les journaux de second ordre : *Courrier français*, *Temps*, *Quotidienne*, *National*, les cotaient de 1 fr. 50 à 2 fr. Dans certaines feuilles à clientèle plus restreinte encore, elles coûtaient 1 fr., 75 centimes, voire 60 centimes.

Après avoir indiqué quels sont les tarifs actuels des grands journaux, en tenant compte du chiffre de leur tirage, l'auteur de l'article ajoute :

Et cependant, en fait de publicité, nous ne sommes que des enfants à côté des Anglais et des Américains. Un correspondant du *Graphic* s'amusa, il y a trois ans, à calculer ce que devaient coûter les soixante-sept colonnes d'annonces d'un numéro du *Times* qu'il avait sous les yeux ; c'était le numéro du 18 juin 1875. Il arrivait à un chiffre de 44,125 fr. Si c'était là un chiffre normal, le produit annuel serait de près de 14 millions. Même en ne comptant que cinquante colonnes par jour, on arrive à plus de 10 millions ! Notez que le *Times*, avec son énorme tirage, ne fait guère payer que 2 ou 3 fr. en moyenne la ligne d'annonces.

Dans les journaux américains, le prix de la ligne est en général d'un dollar, ce qui n'empêche pas les *Advertisements* de s'y multiplier avec une incroyable rapidité. Le *New-York Herald* en est arrivé depuis quelques mois à donner souvent, le dimanche, vingt pages d'impression, soit cent vingt colonnes de texte, dont quatre-vingt remplies d'annonces. S'il faut en croire l'*Anglo-American Times*, le total des sommes dépensées de la sorte dans la seule ville de New-York dépasserait 25 millions de francs.

« Steward, disait ce journal, il n'y a pas bien longtemps, dépense de la sorte 2 millions et demi par an ; Loret et Taylor, 1,115,000 fr. ; Babbitt, 1,115,000 fr. ; Robert Bonner, 1 million ; Arnold et Constable, 875,000 fr. ; le fameux Barnum, au moins 2 millions. »
